



Pourquoi le collectif ?

La considération portée aux immigrés et ceux qui sont issus de l'immigration ne cesse de se dégrader dans notre pays. Ils cristallisent par leur présence tous les maux. Ils sont vus comme un danger qui menace l'identité française et la République, ceux qui « profitent » sans participer à la production de ses richesses matérielles, humaines et culturelles.

Ce traitement inadmissible qui blesse les immigrés, bafoue leur dignité, porte atteinte à l'image de la France, crée des tensions entre les citoyens de notre pays et nuit durablement au vouloir vivre ensemble. Nous avons choisi de dire stop à cette instrumentalisation obscène de l'immigration et de montrer la place et l'apport des immigrés dans notre pays.

Le collectif est né à la suite des propos prononcés en septembre dernier par Brice Hortefeux lors de la journée des jeunes UMP à Seignosse. Ces propos et la pathétique tentative de justification n'ont pas suscités une vague de réprobations à la hauteur du mépris véhiculé : c'est ce qui a cristallisé notre initiative, alors même que pour la majorité nous n'avons pas d'expérience du militantisme politique ou associatif.

Ces propos qui n'ont été que la suite tristement logique de nombreux précédents sont révélateurs d'un climat ambiant, créé par des nombreux précédents (Manuel Valls, Georges Frêche). Depuis, les déclarations stigmatisantes, méprisantes, les stéréotypes et amalgames – que l'on présente à tort comme des dérapages – se sont multipliés (Jacques Chirac, Nadine Morano...). Leur point commun est d'instrumentaliser cette question en la présentant de manière malhonnête pour mieux diviser les Français et faire oublier les véritables sujets de préoccupation.

Ces discours portent atteinte à nos valeurs républicaines et de manière générale à l'image de la France. Nous entendons les dénoncer et démontrer que l'immigration par ses apports passés, présents et futurs représente un enrichissement (économique, politique, social, culturel...) pour notre pays.



Qui sommes-nous ?

Concrètement, une association loi 1901 a très vite vu le jour et réunit chaque jour toujours plus d'adhérents et de sympathisants.

Nous sommes un large collectif national, citoyen et apolitique, avec des représentations dans toutes les régions de France. Français et immigrés de tous horizons, nous avons en commun d'être conscients de l'apport de l'immigration à notre pays et souhaitons que cet apport soit reconnu à sa juste valeur. Nous ressentons le besoin de réagir au glissement vers la banalisation d'un discours stigmatisant l'immigration au sens large.

A travers internet, l'initiative a rapidement rencontré un très large public (avec aujourd'hui plus de 54 000 membres sur Facebook), relayée par un [site](#), un [blog](#) et un [forum](#).

Pour la première fois en France,
le 1^{er} mars 2010,
nous décidons de ne pas participer à la vie de la Cité.

Par cette absence, nous voulons marquer la nécessité de notre présence.

Nous avons choisi la date du 1er mars 2010, en référence à l'entrée en vigueur de la loi CESEDA. Ce « Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'asile » réduit l'immigré à un objet économique. Symboliquement, nous ne pouvons trouver de meilleur jour pour agir et démontrer que notre présence est bénéfique économiquement et contribue à la prospérité. Les immigrés et enfants d'immigrés sont des salariés et des entrepreneurs comme les autres.

En n'allant pas travailler et en ne consommant pas, nous voulons faire comprendre à nos concitoyens, représentants politiques, collègues de travail, camarades d'université, voisins, amis, patrons et commerçants que nous tous contribuons à la grandeur de ce pays.



En France...

Nous espérons que le 1er mars 2010 sera une date historique qui permettra une véritable prise de conscience ! Par notre absence, nous marquerons la nécessité de notre présence !

« La journée sans immigrés : 24h sans nous ! », c'est une idée en passe de devenir réalité.

Immigrés, descendants d'immigrés et citoyens conscients de l'apport de l'immigration en France se réunissent progressivement partout en France pour organiser, le 1er mars 2010, le boycott de l'économie française en cessant de consommer et/ou de travailler. En ce début d'année 2010, trois mois après le lancement du collectif sur le réseau social Facebook, le collectif français dénombre déjà trente comités locaux répartis dans différentes villes de France. Chacun d'entre eux s'active à faire du 1er mars 2010 une journée historique.

A Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Bordeaux, Rennes, Strasbourg, Toulouse, Orléans, Rouen, on se réunit pour préparer l'action nationale du 1er mars 2010. De Cergy, aux Ulis en passant par Saint Denis, ou Nancy, les tractages sur les marchés et les opérations de communications se multiplient. Le collectif grandit et, avec lui, les idées se multiplient à Saint Etienne, Bourges ou Lorient.

Le 1^{er} mars, on se rassemble dans de nombreuses villes de France.

Paris : entre 12 h et 14 h - rassemblement citoyen et festif sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

Reims : Le 27 février salle François Mauriac de 16h à 22h une conférence débat autour de l'immigration et son apport avec Rachid Alaoui sociologue et pdt de l'Agora des 2 rives et des concerts de groupes rémois; (Gavroche sous réserve)

le 1^{er} mars Fontaine de la solidarité place d'Erlon 12 h à 14h est organisé un rassemblement festif pour montrer notre attachement à tous ces immigrés qui ont fait et font la France.

Référent : Ali Aissaoui, médecin urgentiste, contact : aissaouiali@orange.fr

Amiens : Apéro débat sur le thème "immigration, son apport économique et social pour le développement de la France" : le but de ce débat est de montrer que l'immigration participe au développement économique du pays....ça aura lieu le 02 mars de 17h30 à 20h00, c'est au restaurant le Cajou situé au 5 passage du logis du roi - 80000 Amiens

Référente : Amel Guerraiche, assistante de direction, contact : amel.guerraiche@cpc.asso.fr



En France...

Strasbourg : 20h : Projection du film « le plafond de verre » à la maison des associations de Strasbourg, place des orphelins suivi d'un débat. Le rassemblement devant la mairie n'est pas sûr.

Vendredi conférence de presse au 6 rue maréchal Foch bureau d'association Calima.

Référent : Abbès Benharrat, Postier, abbs678@hotmail.fr

Lille : Deux rendez vous :

Le 1^{er} à la rue de Béthune à 12h30 : Une flash mob freeze (une mobilisation éclairée) en restant figé(e)s à l'annonce du signal (sifflet) pendant 5 minutes

Le 2nd face à la Mairie centrale à 13h30 : Une flash mob (une mobilisation éclairée) pendant 15 minutes lecture du manifeste de la Journée Sans Immigrés

Référent : Youcef Adjaj, Contact : ljsi.lille@gmail.com

Rennes : rassemblement mairie 12-14h place mairie

Référente : Maris Le Bris, salarié dans une association, Marie.mlb@hotmail.fr

Saint-Etienne :

Samedi 27 février : Soirée de solidarité à LJSI au POUCHKIN KAFE, Parc Giron a Saint Etienne.

Lundi 1er mars : 12h-14h : Rassemblement place de l'Hôtel de Ville, pique-nique citoyen

15h-18h : Conférence-débat à l'Université Jean Monet, amphi

E01 : "Interculturalité et vivre ensemble : mythe ou réalité ?". Intervention de Monsieur Abdelkader BELBAHRI, sociologue et l'aimable participation de Madame Claire AUTANT-DORIER, anthropologue.

Référente: Rachida El Gharrabi . Contact: rashyda42000@orange.fr

Marseille, Toulouse, Bordeaux, Montpellier, Lyon et Villeneuve sur Lot: appel à un rassemblement entre 12 et 14h, devant les mairies avec de nombreuses animations.

Nice: rassemblement à 17h sur la place Garibaldi



et aussi en Europe

L'initiative se propage à l'Europe, à l'instar de l'Italie dont nous publions ici le manifeste.

«Ce mouvement réunit des personnes de toute provenance, genre, religion, éducation et orientation politique, immigrés, descendants d'immigrés et autochtones. Nous sommes indignés par le climat de dénigrement et de xénophobie qui a porté, ces dernières années, à l'approbation de lois discriminatoires, contraires à la Constitution Italienne. Nous condamnons et refusons les stéréotypes et le langage raciste, le racisme en général et celui des institutions en particulier, l'usage superficiel des racines culturelles et de la religion chrétienne pour justifier des politiques de refus et d'exclusion aussi bien au niveau local que national.

Rappelons que le droit à l'immigration est reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et que l'histoire de l'homme est étroitement liée à ce phénomène. Considérer les immigrés comme uniquement force de travail inépuisable et à bon marché est une vision immorale, irrationnelle et réductrice. Nous exigeons la fin de la politique des "deux poids, deux mesures".

Pour faire valoir nos droits et exiger le respect qui nous est dû, nous avons créé le mouvement Primo Marzo 2010, Sciopero degli immigrati, à l'instar de nos homologues français. L'objectif principal du mouvement est d'organiser la manifestation du premier mars 2010 (la même date que nos amis français: Journée sans immigrés, 24h sans nous). Nous avons choisi différentes formes: la marche, la grève de la consommation, un signal visible (un noeud jaune) pour ceux qui ne pourront pas participer de manière active. Les comités de base, organisés au niveau de chaque ville, choisiront les formes de lutte qui seront plus adaptées à leur réalité.»

Pour plus d'informations: <http://primomarzo2010.blogspot.com/>



et aussi en Europe

Colectivo 1 de marzo

Barcelone, mercredi 24 Février 2010

Le Collectif 1 de marzo a été lancé il y a un peu plus d'un mois par un mouvement citoyen de personnes, d'origine immigrée ou non, interpellés par l'utilisation politique et la criminalisation des immigrés en Europe. L'immigration est un phénomène récent en Espagne, et pour cette raison, nous voulons aussi participer, pour éviter des dérapages racistes et xénophobes.

En Espagne, certaines mairies, comme celles de Vic, Torrejon de Ardoz ont cherché à annuler et interdire l'enregistrement des immigrés sans-papiers et ainsi leur enlever des droits fondamentaux, tout en durcissant la vie des immigrés déjà inscrits. Ces politiques créent un climat de méfiance, de tension et attise la peur entre les citoyens.

Le gouvernement a également annoncé le durcissement des lois sur l'immigration, entre autre avec plus de descentes de police, l'emprisonnement dans les Centres d'internement des étrangers (CIE) et les expulsions de personnes qui n'ont commis aucun crime.

Étant donné que les partis politiques et les médias à leur service, utilise un discours xénophobe, et culpabilise l'immigré du manque de travail, de l'insécurité sociale, de la réduction des salaires et de la crise économique actuelle, favorisant ainsi le rejet, l'intolérance, la peur et le racisme, nous nous sommes unis à la grève en France, et aux actions en Italie et en Grèce afin de dénoncer cette situation. Les Espagnols doivent aussi faire mémoire et se rappeler que la migration est un outil de construction et de richesse qui leur a aussi permis de prospérer.

Le collectif s'est organisé depuis Barcelone, à partir d'un groupe créé sur Facebook et s'est étendu à d'autres villes en Espagne comme Badajoz, Cuenca, Grenade, Lanzarote, Madrid, Malaga et Terrassa. Barcelone est un exemple clair d'une ville multiculturelle où la convergence de différentes cultures, et l'interaction entre la population locale et les immigrants, a renforcé le patrimoine socio-économique et culturel.

Par conséquent, nous revendiquons l'immigration comme une contribution positive et appelons tout le monde à se joindre à la grève en France, mais aussi à toutes les actions qui se feront le 1^{er} mars en Espagne.

À Barcelone :

Samedi 27 Février:

12h: Plaza Catalunya. Commencement de la grève de la faim de 50hrs

Chaîne humaine de la Plaza Catalunya à la Plaça Sant Jaume

Sur la Plaza Sant Jaume sont prévus certain nombre d'activités tout au long de la soirée (poètes, théâtre, etc) et ensuite, les grévistes de la faim seront accompagnés dans un lieu sur.

Dimanche, Février 28

12 h: Marche de Sant Jaume au Raval

Lundi, Mars 1:

8h : Flashmob métro de Barcelone

14h: Fin de la grève de la faim

16h: Les actions de Plaza Catalunya

18h : Concentration Plaza Sant Jaume. Lecture du manifeste



et aussi en Europe

Collectif 1er mars Grèce

Le 1er mars en Grèce

Notre objectif pour le 1er mars 2010 est d'organiser des manifestations pacifiques et des événements en Grèce. L'initiative lancée en France est passée d'Italie en Espagne et puis en Grèce pour s'étendre progressivement par toute l'Europe. Nous voulons que cette journée marque dynamiquement le début d'un vif débat dans tous les pays européens, sur ce qui se passerait si, en fait, les migrants qui vivent et travaillent en Grèce décidaient de quitter leur emploi ou notre pays. Le 1er mars, notre voix sera entendue de différentes manières. Le cœur central sera notre abstention de toute transaction financière pendant 24 heures. En suivant l'exemple d'Athènes, des comités du mouvement grec ont été également créés à Thessalonique et à Kastoria. Nous refusons d'avoir le seul rôle du consommateur et du travailleur et nous réclamons celui d'un citoyen actif. Participer à la création culturelle, tel est le but de notre mouvement. Pour cela nous invitons les gens de toute nationalité et croyance, à participer au débat sur le rôle des immigrants dans la société grecque, le matin du 1er mars, et à la fête de notre mouvement, avec des événements musicaux et théâtraux, le soir du même jour. Nous invitons tout le monde à tisser un voile multiculturel pour couvrir l'ensemble de la Grèce. On espère qu'à partir du 1er mars 2010 notre mouvement continuera sa route, impliquant des réalités différentes, unies par une question commune: "Que ferions-nous sans les migrants?"



Témoignages



Rachida : référente LJSI Saint Etienne

Je m'appelle Rachida, je suis directrice du centre social Jardin des Plantes, référente du comité LJSI de Saint Etienne et membre du CA de LJSI depuis Janvier 2010.

Depuis septembre 2009, je trépignais d'impatience à l'idée de m'investir dans un collectif et une initiative porteuse d'un message fédérateur, symbolique, fraternel et apolitique. Je ne m'attarderai pas sur mon parcours semés d'embûches de ma scolarité jusqu'à ma première expérience professionnelle. « Double tare », me disait mon sociologue de prof à l'université : issue de

l'immigration et femme de surcroît ! **Malgré cela, rien ne m'a arrêté, au contraire, cela n'a fait qu'exacerber ma motivation et mon acharnement... Je le devais à mes parents qui ont tout misé sur notre scolarité et sur leur confiance aveugle en la société française. Cet investissement, je leur dédis aujourd'hui... Eux, qui n'ont fait que subir...** Militante associative depuis de nombreuses années maintenant, j'ai choisi d'en faire ma profession afin de mettre en oeuvre des projets de structures orientés en direction du vivre ensemble et de la cohésion sociale. A l'heure des divisions et des manoeuvres machiavéliques, qui de mieux placés que les mouvements d'éducation populaire pour porter cette invitation au vivre ensemble que nous propose l'association La Journée Sans Immigrés : 24h sans nous ! **Au-delà même de la non participation à la vie économique, venant ainsi nous conforter dans l'idée des bienfaits de l'apport de l'immigration à notre pays, cher à notre coeur, malgré ces stigmatisations, cette mobilisation nous permettra vraisemblablement de constater à quel point « notre absence le 1er mars démontrera la nécessité de notre présence... »**



Amadou Gueye, LJSI Lyon

32 ans, citoyen sénégalais vivant en France depuis 8 ans, marié et papa depuis 6 mois, Ingénieur dans la bio pharma, habitant Ecully (périphérie de Lyon).

Pourquoi j'ai rejoins le mouvement? en tant que immigré, je ne suis pas du tout satisfait de l'image qui est donnée des immigrés et de l'immigration en général dans la société française

L'immigration est souvent présentée comme source de problèmes (insécurité, chômage, communautarisme, déficit, voire terrorisme et j'en passe...), de plus l'immigré est perçu comme un parasite qui vit aux crochets de la France ("10 millions qu'on paye a ne rien foutre" comme disent certains). En tant que immigrés on oublie souvent, trop souvent! que je travaille, je cotise a la sécu, a la caisse des retraites, je paie mes impôts, et que quand je vais a Auchan, 20% de la somme que je dépense va dans les caisses de l'état, alors je ne vois pas en quoi je profite d'un système auquel je contribue. Je participe a LJSI pour rappeler a la France tout ca a la France et exiger du respect et de la considération.

Témoignages



Sonja von Rodziewitz, référent LJSI Toulouse

33 ans éducatrice

J'ai rejoint ce mouvement parce que je trouve le principe de cette journée très fort ; parce que cela fait longtemps que partout, dans les médias mais aussi dans mon quotidien avec des gens lambda, j'entends des discours qui me révoltent ; j'ai envie d'agir pour tenter de changer les idées reçues...

Le 1er mars 2010 : Enfin une action forte et non-violente qui montrera que la richesse de notre France vient aussi de son sang-mêlé!



Djam Deblues, référent LJSI Marseille

Auteur, compositeur, interprète de blues en français, de "marseillades" et de chansons engagées. Morceaux et clips : <http://MySpace.com/DjamDeblues>.

- Pourquoi avez vous rejoint le mouvement ?

Je ne suis pas le seul pour qui les propos de M. Hortefeux, l'été dernier, furent le trop-plein de mépris et d'indignités verbales subies par les Immigrés de notre pays. J'ai réagi en réalisant deux clips diffusés sur Internet

(<http://www.youtube.com/watch?v=yU30UKOyfeU> et <http://www.youtube.com/watch?v=2vk9nbQaMV4&feature=related>), et c'est là que j'ai découvert l'appel de Nadia Lamarkbi, formatrice du mouvement.

J'ai aimé que soit ainsi porté le débat sur le plan économique, et non plus seulement au niveau culturel ou social. Et j'ai aimé cet élan spontané de citoyens de la diversité, se mobilisant autour d'une idée simple et forte : la dignité de l'humain, avec une action au diapason : on arrête de travailler et de consommer, et on voit ce que ça donne !

Marie Le Bris, référente LJSI Rennes

Parce que l'on ne choisit pas où l'on naît, et que mon identité n'est définitivement pas nationale.

Parce qu'ils vont beaucoup trop loin, alors ça suffit.

Parce que nous sommes beaucoup plus nombreux qu'eux et qu'il est essentiel de ne plus laisser le champ libre à ces pantins qui règnent en jouant sur les peurs et les divisions.

Parce que l'union fait la force, et que la solidarité n'est pas un vain concept mais une pratique, quotidienne, qui doit être réaffirmée et réinventée chaque jour.

Parce que la bête immonde grignote chaque jour un peu plus et qu'il faut la combattre par tous les moyens.

Parce que je ne me résous pas à la banalité du Mal.

Parce que je me nourris depuis toujours des différences, car sans elles le monde serait gris, plat, uniforme, sans vie en somme

Parce qu'un jour, j'aurais des enfants. et si je ne sais pas quels papiers ni quelles couleurs ils auront, je sais par contre que je les défendrai becs et ongles, mes gosses, pour qu'ils puissent grandir p



1^{er} mars, mode d'emploi



FAISONS DU PREMIER MARS UNE JOURNÉE HISTORIQUE !

Les jours précédents :

- Je prépare des rubans jaunes - symbole unitaire européen pour le 1er Mars - et j'en distribue à mes proches,
- J'imprime les affiches et les tracts sur le site www.lajourneesansimmigres.org,
- Je peux aussi acheter un tee shirt « 24h sans nous » sur le [site](#) ou dans mon comité,
- Je fais mes courses le samedi ou le dimanche matin pour ne pas consommer le 1er Mars,
- Si possible je pose un jour de congés ou un RTT pour le 1er mars 2010.



1^{er} mars, mode d'emploi

Le 1er mars :

- **Je porte mon ruban en forme de papillon jaune de manière bien visible :**
- Si possible, je ne travaille pas, si je suis obligé de travailler, je porte le ruban par solidarité,
- Si je suis commerçant indépendant j'essaie de fermer 24h, à défaut 2h entre 12H à 14H avec l'[affiche du 1er Mars](#) visible sur ma vitrine.
- **Je ne consomme pas :**
- Je ne vais ni au restau, ni au fast food, ni au ciné...
- Je n'achète pas mon journal, ni mes cigarettes, ni ma baguette de pain...
- Sur internet, je change mon statut Facebook, Twitter, Google Buzz : indiquer par exemple : « La Journée sans immigrés : 24h sans moi » et changer également votre photo de profil par l'[affiche du 1er Mars](#).

Entre 12H et 14H :

- **Je me joins au sit-in national devant les mairies (ou lieux emblématiques),**
- J'apporte ma bonne humeur, mon parapluie en cas de grisaille, et de quoi manger pour le midi,
- D'autres événements auront lieu toute la journée partout en France
- [Inscrivez vous](#) pour recevoir les toutes dernières informations sur les événements organisés dans votre ville le 1er Mars 2010 !

LE PREMIER MARS 2010 :

AGISSONS EN CESSANT DE CONSOMMER ET/OU DE TRAVAILLER.

A Nice, Marseille, Villeneuve sur Lot, Lille, Rennes, Nantes, Amiens, Orléans devant l'Hôtel de Ville

A Paris, Place de l'Hôtel de Ville de Paris – 75001 – M° Hôtel de Ville

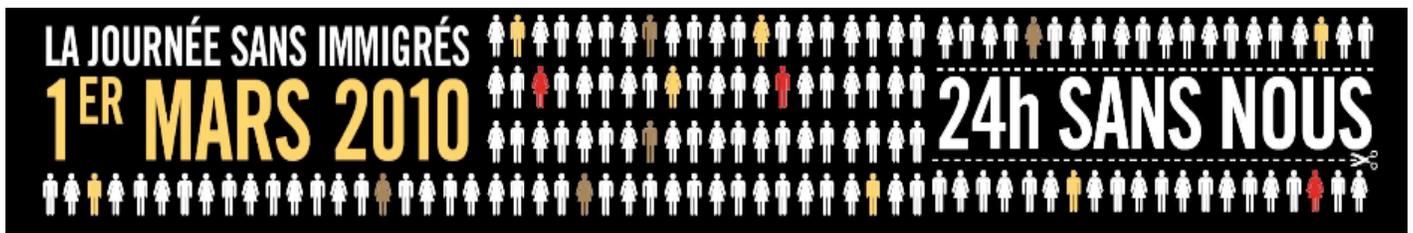
A Lyon, Place des Terreaux - 69001 Lyon – M° Hôtel de Ville

A Reims, Fontaine de la Solidarité Place d'Erlon

A St Etienne, Place de l'Hôtel de Ville,

A Toulouse, Place du Capitole

Durant 24 heures, participons à la non-activité économique dans les entreprises, dans les associations, dans la fonction publique, dans les écoles et les lycées, dans les universités, dans les hôpitaux, dans les commerces, dans l'industrie, dans le bâtiment, dans l'agriculture, dans les services, dans les médias, dans la politique...



Soutiens

Le collectif « La journée sans immigrés : 24 h sans nous » tient à remercier ici les associations qui nous ont soutenues dès le début de notre action.





Soutiens



Le 24 février 2010

Communiqué de presse CFDT, FSU, Solidaires, Syndicat de la Magistrature, UNSA

Egalité, justice, solidarité pour tous les travailleurs

Le 1^{er} mars 2010

Le collectif « la journée sans immigrés, 24 heures sans nous » souhaite donner une visibilité de l'apport de l'immigration en France par l'organisation le 1^{er} mars 2010 d'une « journée sans immigrés ».

Nos organisations accueillent positivement cette initiative symbolique qui doit contribuer à une reconnaissance juste du fait migratoire et à la décripation de la situation.

Après avoir critiqué la mise en place d'un ministère qui rattache l'identité nationale aux politiques d'immigration ;

à un moment où la place de l'immigration est questionnée et montrée du doigt à travers le « débat sur l'identité nationale » ;

dans un monde du travail où les discriminations perdurent et où la situation des travailleurs sans papiers est de plus en plus préoccupante ;

Nos organisations estiment qu'il faut mettre fin à l'instrumentalisation des politiques d'immigration, d'intégration et d'accès à la nationalité et ouvrir un débat serein, responsable et garant des droits fondamentaux dans l'égalité, la justice et la solidarité.



[L'ATMF soutient la journée sans immigrés du 1er mars 2010](#)

L'ATMF soutient la journée sans immigrés du 1er mars 2010 et appelle à la lutte continue contre les lois racistes et discriminatoires.

L'association des travailleurs maghrébins de France soutient la journée sans immigrés du 1er mars 2010, et appelle l'ensemble de ses associations membres à y participer activement.

Cette journée de mobilisation est l'occasion de rappeler que les immigrés sont une cible privilégiée des politiques en France. A quelques semaines des régionales, voici Besson qui sort de ses tiroirs une nouvelle réforme du CESEDA, code d'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, la cinquième en six ans. Comme les précédentes elle prévoit de réduire davantage les droits des immigrés, de criminaliser les sans papiers, d'asseoir l'immigration jetable.

L'association des travailleurs maghrébins de France, rappelle que l'immigration n'est pas que devoirs comme on nous le martèle souvent, elle est aussi droits, essentiellement ceux consacrés par les conventions et accords internationaux...

[Lire la suite sur atmf.org, ou [consulter](#) la liste des associations membres de l'ATMF dans toute la France



Fédération des
Centres Sociaux
et Socioculturels
de France

[La Fédération des Centres Sociaux soutient LJSI 24h sans nous !](#)

Le conseil d'administration de la Fédération des Centres Sociaux et socio-culturels de France réuni le samedi 6 février a examiné la proposition d'action du collectif « La journée sans immigrés », action prévue le 01 Mars 2010.

L'action retenue pour cette journée consiste à « *ne pas participer à la vie économique, à ne pas consommer, ni produire* » pour marquer la place et l'apport essentiel des personnes issues de l'immigration au fonctionnement du pays.

Le conseil d'administration a manifesté les points de vue suivants :

L'analyse du collectif sur la considération faite aux immigrés croise des éléments de notre déclaration politique de l'AG de Nanterre en juin 2008, entre autres éléments nous disions

Cette politique de choix entre les « étrangers utiles » et les autres a comme conséquence :

- **De développer la suspicion envers les étrangers, de criminaliser la solidarité,** l'accueil et l'appui aux plus démunis d'un territoire. Quid de l'interculturel ? Quid de la solidarité ?
- **De développer la défiance des étrangers et de leurs enfants vis à vis des centres sociaux** et socio-culturels renforçant ainsi les freins à l'intégration: quid de la mission d'accueil de tous et de la confiance indispensable au projet ?

Nous disions également de la politique gouvernementale qu' elle contribue à fragiliser les étrangers (ou les français qui ont « l'air » étranger). C'est vrai des étrangers en situation irrégulière. C'est également vrai des étrangers en situation régulière sur qui pèse le soupçon de non intégration. On peut penser que l'on assiste progressivement à une criminalisation de l'étranger, de la misère.

La FCSF est sensible à l'appel lancé par le collectif et relaie cet appel dans son réseau d'adhérents (envoi d'un mail général et annonce sur le site de la FCSF) sans toutefois rechercher la fermeture des équipements centres sociaux ce jour là. Ils pourraient être au contraire largement ouverts pour accueillir débats et rencontres provoqués autour de cette initiative. Nous voulons saluer cette action citoyenne lancée à l'initiative des personnes concernées par ces attitudes indignes de stigmatisation. Cela va dans le sens de ce que les centres sociaux recherchent.

Les acteurs, bénévoles et professionnels, des centres sociaux sont issus de toute la diversité de la population française. Ils prouvent tous les jours la richesse de l'apport de chacun dans les démarches de cohésion sociale mises en œuvre dans ces structures.



C o o r d i n a t i o n d e s C o l l e c t i v i t é s

Portugaises de France

Réuni le 30 janvier 2010 à Paris, en conseil d'administration de la Coordination des collectivités portugaises de France (CCPF) les représentants des associations portugaises de France ont décidé de soutenir l'appel du 1er mars 2010 à une journée sans immigrés.

Manifeste du collectif "La journée sans immigrés"

Nous, femmes et hommes, de toutes croyances, de tous bords politiques, et de toutes couleurs de peaux, immigrés, descendants d'immigrés, citoyens conscients de l'apport essentiel de l'immigration à notre pays, en avons assez des propos indignes tenus par certains responsables politiques visant à stigmatiser ou criminaliser les immigrés et leurs descendants.

Rappelons qu'un immigré est celui qui est perçu comme tel par les autres au-delà même de ses origines. Nous voulons nous réapproprier et réhabiliter ce terme devenu péjoratif par la force de l'instrumentalisation politique.

Nous refusons les stéréotypes véhiculés qui menacent notre cohésion sociale. Nous refusons que les bienfaits passés, présents et futurs des immigrés qui ont toujours construit la France soient ainsi niés d'un trait. Et entendons par ailleurs qu'il nous appartient de les mettre en valeur.

Les immigrés et descendants d'immigrés ont manifesté à maintes reprises pour défendre leurs droits. Et en retour, ils n'ont reçu que mépris ! Aujourd'hui, puisqu'il est convenu que « la consommation est le moteur de la croissance », nous voulons agir sur ce levier pour marquer notre indignation.

Le 1er mars 2005 est entré en vigueur le «code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile» (CESEDA), plus communément appelé le code des étrangers. Cette loi symbolise une conception utilitariste de l'immigration, en d'autres termes, une immigration choisie sur critères économiques. Nous ne pouvions trouver de meilleur jour pour appeler à « une journée sans immigrés ». Nous, immigrés, descendants d'immigrés, citoyens conscients de l'apport de l'immigration à notre pays, sommes tous des consommateurs et nous participons quotidiennement à la croissance de notre pays.

Notre action citoyenne a pour objectif la mise en valeur de l'apport de chacun d'entre nous à la prospérité générale. Nous avons tous le pouvoir d'agir sur notre avenir alors, prenons-le !

LE 1ER MARS 2010 : AGISSONS EN CESSANT DE CONSOMMER ET/OU DE TRAVAILLER.

Pendant 24 heures, participons à la non-activité économique dans les entreprises, dans les associations, dans la fonction publique, dans les écoles et les lycées, dans les universités, dans les hôpitaux, dans les associations, dans les commerces, dans l'industrie, dans le bâtiment, dans l'agriculture, dans les services, dans les médias, dans la politique...

POUR LA PREMIERE FOIS EN FRANCE, NOUS DECIDONS DE NE PAS PARTICIPER A LA VIE DE LA CITE. PAR CETTE ABSENCE, NOUS VOULONS MARQUER LA NECESSITE DE NOTRE PRESENCE.

C'est pourquoi la CCPF demande à ce que tous les immigrés, leurs familles et tous les citoyens attachés aux valeurs de la République se mobilisent ensemble à la grande réussite de cette journée sans immigrés. La CCPF apporte donc tout son soutien à cette action, pour que dans la République, tous les citoyens, qu'ils soient français ou immigrés, puissent l'être de plein droit, sans discrimination aucune, au nom même de la devise de la République :

LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Que tous puissent vivre dans le respect mutuel et dans la dignité !

Soutien à :

ASSOCIATION LA JOURNÉE SANS IMMIGRÉS - 24 H SANS NOUS

MAISON DES ASSOCIATIONS 14ÈME

BOITE AUX LETTRES N°81

22 RUE DEPARCIEUX 75014 PARIS

<http://www.la-journee-sans-immigres.org>



Soutiens

Une journée sans nous, est une proposition et une invitation à la solidarité, à la résistance contre l'apartheid rampant, à une prise de conscience joyeuse que "la société est tout le monde". C'est pourquoi nous la souhaitons joyeuse, loin d'une certaine tristesse militante. Une journée sans nous, c'est pour tous. Nous souhaitons préparer et développer cette initiative, dans les formes de ce qu'on appelle le nouveau type d'engagement, horizontal, sans centre, ou bien avec "un centre qui est partout, et la circonférence nulle part." Un réseau et un rizhome. Bref : pour être solidaire, on n'a pas besoin de bureaux politiques ou de comités centraux. C'est une expérience d'horizontalité et d'initiatives partagées. C'est pourquoi, à partir de la proposition de quelques-uns qui s'adresse à qui se sent touché, nous vous invitons à vous approprier cet appel, à développer où cela vous semble bon, et quand cela vous semble bien, des initiatives autour de cette invitation. Que les initiateurs soient débordés, voilà ce qui sera toujours une bonne nouvelle.

Dans votre université, lycée, dans votre quartier ou lieu de travail, ou encore sous des formes ou dans des lieux que nous n'imaginons pas, faisons en sorte que cette journée sans nous soit vraiment une journée avec tous.

Ainsi, que personne ne se sente non autorisé ou en attente d'autorisation, parce qu'il n'y a pas d'autorisateur qui autorise. Il n'y a pas de petit ou de grand, d'important ou de périphérique. Nous sommes convaincus que dans ce pays, nous sommes forcément très nombreux à refuser de toutes nos forces le cauchemar d'une société divisée en forteresses et no man's land. Il ne s'agit donc pas dans cette journée d'être solidaire avec quiconque, mais de déployer des liens de solidarité comme structure et mode de fonctionnement. Qu'il n'y ait pas de maîtres libérateurs dans les mouvements de nouveau type, loin de relever d'une faiblesse que certains regrettent, est ce qui donne la force, la joie et la puissance à ce mouvement-là.

Pour une journée sans nous, avec nous et avec tous.



Angélique del Rey est professeur de philosophie



Miguel Benasayag est philosophe et psychanalyste

Dans une démocratie, entendue dans son sens large, c'est-à-dire dans laquelle il y a la liberté d'expression, de partis etc., on constate que le pouvoir politique n'a plus le pouvoir d'imposer ses réponses, mais il peut imposer ses questions. Réside ici un des principaux enjeux à relever pour le pouvoir politique. On sait par exemple aujourd'hui que si la question sociale est à l'agenda politique, ça va plutôt servir la gauche ou l'extrême gauche. Mais si c'est le national, la sécurité etc. ce sera la droite qui sera favorisée. Dans ce cas de figure, l'avantage de politiser l'identité c'est que ça divise des gens qui par ailleurs ont des intérêts communs. Dès la fin du XIX^e, en France, au moment où le mouvement ouvrier devient puissant, au moment où les grèves se multiplient, au moment où la crainte d'une nouvelle révolution sociale se met en place, le nationalisme, lié notamment à l'antisémitisme, s'institutionnalise. En ce sens, le pouvoir identitaire est une structure politique qui se pérennise en prenant, à chaque génération, une forme différente. A l'époque dont je parlais à l'instant, la haine de l'étranger se développait sur fond de menace de guerre mondiale. Aujourd'hui, on n'a même plus ce prétexte puisque nous sommes dans un contexte de société pacifiée. Il faut alors sans cesse inventer des affabulations sur l'islam, sur les femmes voilées qui menaceraient l'Etat français. Tout devient une affaire de symboles construits à partir de ce que les gens voient tous les jours à la TV. Il y a une véritable « déréalisation » de la politique. En même temps, cette politique a des effets bien réels, puisqu'elle contribue largement à la stigmatisation des musulmans.

L'initiative « LJSI : 24h sans nous ! » est très proche de ce qu'a développé Abdelmalek Sayad, que vous reprenez également vous aussi, selon qui le travail fait l'immigré et que l'absence de travail fait entrer l'immigré dans le non-être. Pensez-vous que le retrait de la vie économique que nous appelons de nos vœux pour le 1^{er} mars prochain, puisse être efficace ?

A mes yeux, c'est le mode d'action qui se rapproche le plus de la vérité de l'immigration. Dans le sens où, comme l'a effectivement souligné Sayad, l'immigration est toujours liée au travail. Le couple « immigration-travail » est actuellement occulté puisque dans le discours des droites, l'immigration est exclusivement attachée à la notion de « clandestin » ou de « terroriste ». D'autre part, le mode d'action le plus efficace, le plus légitime de la part de travailleurs, c'est la grève. Dans votre initiative, on retrouve cette logique : « immigration » = « travail » donc « grève ». Après, est-ce que la stratégie est suffisamment élaborée pour que la journée soit un succès ? Ce sera à vous de le dire.



Gérard Noiriel est historien, actuellement directeur d'études à l'EHESS.



Le Manifeste

Faisons du 1er mars une journée historique.

Nous, femmes et hommes, de toutes croyances, de tous bords politiques, et de toutes couleurs de peaux, immigrés, descendants d'immigrés, citoyens conscients de l'apport essentiel de l'immigration à notre pays, en avons assez des propos indignes tenus par certains responsables politiques visant à stigmatiser ou criminaliser les immigrés et leurs descendants.

Rappelons qu'un immigré est celui qui est perçu comme tel par les autres au-delà même de ses origines. Nous voulons nous réapproprier et réhabiliter ce terme devenu péjoratif par la force de l'instrumentalisation politique.

Nous refusons les stéréotypes véhiculés qui menacent notre cohésion sociale. Nous refusons que les bienfaits passés, présents et futurs des immigrés qui ont toujours construit la France soient ainsi niés d'un trait. Et entendons par ailleurs qu'il nous appartient de les mettre en valeur.

Les immigrés et descendants d'immigrés ont manifesté à maintes reprises pour défendre leurs droits. Et en retour, ils n'ont reçu que mépris ! Aujourd'hui, puisqu'il est convenu que « la consommation est le moteur de la croissance », nous voulons agir sur ce levier pour marquer notre indignation.

Le 1er mars 2005 est entré en vigueur le «code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile» (CESEDA), plus communément appelé le code des étrangers. Cette loi symbolise une conception utilitariste de l'immigration, en d'autres termes, une immigration choisie sur critères économiques. Nous ne pouvions trouver de meilleur jour pour appeler à « une journée sans immigrés ».

Nous, immigrés, descendants d'immigrés, citoyens conscients de l'apport de l'immigration à notre pays, sommes tous des consommateurs et nous participons quotidiennement à la croissance de notre pays.

Notre action citoyenne a pour objectif la mise en valeur de l'apport de chacun d'entre nous à la prospérité générale. Nous avons tous le pouvoir d'agir sur notre avenir alors, prenons-le !



Association LJSI

Maison des associations
Boîte aux lettres n° 81
22, rue Deparcieux
75014 Paris

Contact Presse:
contact@lajourneesansimmigres.org

Marie-Dominique Tatard-Suffern - 06.89.88.22.13

<http://www.lajourneesansimmigres.org>

Actu : <http://blog.lajourneesansimmigres.org>

Forum : <http://forum.lajourneesansimmigres.org>